

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy,
Président de la République, à la suite de
l'exécution au Mali par un groupe proche
d'Al-Qaïda de M. Michel Germaneau, un
Français retenu en otage, à Paris le 26 juillet
2010.

L'assassinat de notre compatriote Michel Germaneau enlevé au Niger le 20 avril 2010 par un groupe de terroristes d'Al-Qaïda, au Maghreb Islamique et retenu en otage vient d'être revendiqué.

Je condamne cet acte barbare, cet acte odieux qui vient de faire une victime innocente, qui consacrait son temps à aider les populations locales.

Cette mort dans des conditions tragiques illustre s'il en était besoin que nous avons affaire à des gens qui n'ont aucun respect pour la vie humaine.

Ils ont assassiné de sang froid une personne de 78 ans, malade, à qui ils avaient refusé de faire parvenir les médicaments dont elle avait besoin.

Je veux m'incliner devant la mémoire de Michel Germaneau, c'était un homme de bien.

Je veux dire à ses proches ma tristesse, ma sympathie ainsi que celles des Français.

Depuis le 12 juillet, Michel Germaneau était sous le coup d'un ultimatum qui n'était en fait que l'annonce d'un assassinat programmé.

Cet ultimatum en effet, émanait d'un groupe qui avait assassiné le 31 mai dernier un malheureux otage britannique enlevé dans les mêmes conditions, et qui n'a jamais été précédé du moindre début de dialogue avec des autorités françaises ou locales. A l'inverse de ce qui s'était produit pour Pierre Camatte pour lequel les preneurs d'otages avaient accepté d'entrer dans des discussions.

Depuis l'enlèvement de Michel Germaneau, tous les moyens étaient mobilisés pour tenter de le libérer.

Le 12 juillet dernier, à la télévision, je vous avais exprimé ma brûlante inquiétude quant à son sort.

Aucune preuve de vie n'avait été obtenue depuis le mois de mai.

Dans le cadre de la coopération que la France apporte aux pays du Sahel menacés par Al-Qaïda nous avons accepté que les forces françaises prêtent un soutien à la Mauritanie qui, informée d'une attaque imminente sur son sol d'un groupe terroriste, avait décidé de mener contre lui une action préventive.

Le camp de base du groupe, qui a été détruit, était susceptible d'être le lieu de détention de Michel Germaneau.

Convaincus que nous étions, que celui-ci était condamné à une mort certaine, nous avons le devoir de mener cette tentative pour l'arracher à ses geôliers.

Malheureusement, Michel Germaneau ne s'y trouvait pas. Aujourd'hui comme cela avait été annoncé par l'ultimatum du 12 juillet, il est mort.

Mes chers compatriotes, loin d'affaiblir notre détermination, cette mort doit la renforcer. J'ai demandé au Premier ministre de recevoir, dès aujourd'hui, les Présidents des Commissions des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale et du Sénat. J'ai demandé au ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner de se rendre dès ce soir à Bamako, à Niamey, à Nouakchott afin d'examiner avec les autorités locales et nos ambassadeurs les mesures de sécurité à prendre pour nos ressortissants. Nous demandons instamment, comme je l'avais fait après la libération de Pierre Camatte, à nos compatriotes, de renoncer absolument à voyager dans la zone sahélienne. Plus que jamais nous sommes décidés à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et à soutenir les pays qui ont le courage de combattre ce terrorisme barbare. Ce combat nous concerne tous, il en va de notre sécurité. Mes chers compatriotes, le crime commis contre Michel Germaneau ne restera pas impuni.